

# **Construction du Centre Educatif Fermé de Malamani à Mayotte**

Marché public de prestations intellectuelles

## **MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)**

### **REGLEMENT DE CONSULTATION**

**DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :**

**Lundi 07 avril 2025 à 12h (heure de Paris)**

# Sommaire

1	OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION .....	3
1.1	Contenu de la mission.....	3
1.2	Caractéristiques du marché de travaux .....	3
2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....	3
2.1	Mode de consultation .....	3
2.2	Forme du marché .....	3
2.3	Forme que devra revêtir le groupement attributaire du marché .....	3
2.4	Variantes- Options – Divers .....	4
2.5	Durée du marché.....	4
2.6	Lieu d'exécution.....	4
2.7	Délai de validité des offres .....	4
2.8	Modifications de détail au dossier de consultation .....	4
2.9	Connaissance des lieux, visite de site .....	4
3	PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION .....	5
4	PRESENTATION DES OFFRES .....	5
4.1	Dossier de candidature.....	5
4.2	Dossier Offre.....	6
5	JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	7
5.1	Jugement des candidatures .....	7
5.2	Jugement des offres.....	8
5.3	Négociation.....	8
6	CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES DOSSIERS .....	9
7	DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHE 11	
8	RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	11
9	Voies de recours .....	12

## 1 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

---

### 1.1 Contenu de la mission

Le présent marché a pour objet l'intervention du Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé, dans le cadre du projet de construction de la construction du futur centre éducatif fermé de Malamani (Mayotte).

Le coût des travaux de l'opération est estimé à environ 6,9 millions d'euros HT en valeur projetée de mars 2024 pour la construction d'un total d'environ 1 200 m<sup>2</sup> de surface utile.

A titre indicatif et sans que cela n'engage le pouvoir adjudicateur, les délais prévisionnels de l'opération, hors période de garantie, sont les suivants :

- Concours et études : 12 mois minimum (consultation travaux et études du PRO collaboratif comprises)
- Travaux : 16 mois minimum
- Garantie de parfait achèvement : 14 mois

Le présent marché est un marché de prestations intellectuelles.

Conformément aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs (SPS) relative à l'opération de bâtiment de 1<sup>ère</sup> catégorie au sens de l'article R. 4532-31 du Code du Travail.

### 1.2 Caractéristiques du marché de travaux

A ce stade, il est envisagé un mode de dévolution du marché de travaux en marché unique (entreprise générale ou groupement).

Les études d'exécution (EXE) seront à la charge du titulaire du marché de travaux.

## 2 CONDITIONS DE LA CONSULTATION

---

### 2.1 Mode de consultation

Il s'agit d'un marché passé selon la procédure adaptée ouverte en application des articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la commande publique.

### 2.2 Forme du marché

Le présent marché est traité à prix global et forfaitaire.

### 2.3 Forme que devra revêtir le groupement attributaire du marché

Le marché peut être attribué à un candidat unique ou à un groupement.

Les candidats pourront soumissionner sous la forme juridique de leur choix.

En cas de groupement, le groupement attributaire pourra être solidaire ou conjoint avec mandataire solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché à l'issue de la procédure.

La forme du groupement retenue par le pouvoir adjudicateur pour s'assurer de la bonne exécution du marché tient compte de la prévention de la défaillance d'un membre du groupement.

Il est interdit au candidat de présenter plusieurs offres pour le marché en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et/ou de membre d'un ou plusieurs groupements.

## 2.4 Variantes- Options – Divers

Les variantes libres ne sont pas autorisées.

Pas de variante imposée.

Le marché ne comprend pas d'option.

Prestations similaires :

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent accord-cadre, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

Décomposition en tranches : sans objet.

Allotissement : sans objet. L'objet du marché ne permet pas de distinguer des prestations distinctes.

## 2.5 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée prévisionnelle de quarante-deux mois (42) mois minimum, dont quatorze (14) mois de GPA, à compter de sa notification.

Au sein de ce délai, l'élaboration de documents, ou d'examen par le titulaire de documents d'études qui lui seront remis sont soumis à des délais spécifiques, figurant à l'article 7 du CCP.

La mission s'achèvera à la fin du délai de la garantie de parfait achèvement, éventuellement prolongé par décision du maître de l'ouvrage.

## 2.6 Lieu d'exécution

Les prestations s'effectueront en majorité à Mayotte (976) et en partie au Kremlin-Bicêtre (94, locaux de l'APIJ), pour certaines réunions ou comités de pilotage.

## 2.7 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent quatre-vingt (180) jours à compter de la date limite de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement.

## 2.8 Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée à une date ultérieure, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 2.9 Connaissance des lieux, visite de site

Sans objet. Pas de visite de site prévue dans le cadre de la consultation.

### 3 PIÈCES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION

---

Les pièces constitutives du dossier de consultation sont les suivantes :

- Le présent Règlement de Consultation (RC) et ses deux annexes :
  - o Annexe 1 au RC : cadre de réponse candidature
  - o Annexe 2 au RC : cadre de réponse temps passés – offre
- L'Acte d'engagement (AE),
- Le cadre de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) par mission et par cotraitant,
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP).
- Le dossier du programme et ses annexes.

Le dossier de consultation des entreprises est mis gratuitement à disposition de chaque candidat en téléchargement depuis la plate-forme de dématérialisation de l'APIJ :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2713873&orgAcronyme=d3f>

Le téléchargement du dossier pourra se faire librement sans inscription préalable sur la plate-forme. Une assistance en ligne y est accessible.

Toutefois, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'en l'absence d'inscription auprès de la plate-forme, ils ne seront pas automatiquement informés des éventuelles modifications et compléments apportés au dossier.

### 4 PRESENTATION DES OFFRES

---

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

#### 4.1 Dossier de candidature

Documents à fournir permettant au pouvoir adjudicateur de vérifier que les candidats disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

##### Situation juridique du candidat

1. Une **lettre de candidature** complétée, avec en cas de groupement, la désignation du mandataire par ses cotraitants (formulaire DC1 version 2019 disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander une nouvelle fois en cours de procédure et avant la notification du marché, que les candidats n'entrent pas dans le cas mentionné à l'article L. 2141-1 du Code de la commande publique ;

2. **Si le candidat est en redressement judiciaire** au sens de l'article L.631-1 du code de commerce, ou est admis à une procédure équivalente régie par un droit étranger, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet.

##### Capacités financières

3. Une déclaration concernant le **chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaire concernant l'objet du marché, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (DC2 version 2019 disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

*Les candidats devront également compléter l'annexe 1 au présent RC Cadre de réponse candidature.*

#### Capacités professionnelles et techniques

4. Pour l'équipe proposée, la copie de l'attestation de compétence en cours de validité à l'exercice des missions CSPS niveau 1 - article R4532-23 à R4532-29 du code du travail.
5. Les **effectifs moyens** annuels du candidat pour chacune des trois dernières années.

*Les candidats devront également compléter l'annexe 1 au présent RC Cadre de réponse candidature.*

6. Indication des **titres d'études et professionnels**, des cadres et responsables de prestation de même nature que celle du présent marché.
7. Une liste de **5 références** de moins de trois ans significatives et appropriées à l'objet de la présente consultation ou à un objet d'importance et de complexité comparable.

Pour chaque référence, **le candidat précisera dans l'annexe 1 au présent RC « Cadre de réponse candidature »** prévu à cet effet :

- Nature/objet de l'opération
- identification du maître d'ouvrage (dénomination complète avec coordonnées)
- Localisation
- surfaces
- calendrier de l'opération et date de livraison
- montant en euros (H.T.) des travaux
- montant en euros (H.T.) de la mission réalisée

Les prestations les plus importantes pourront utilement être appuyées par des attestations de bonne exécution des prestations réalisées, précisant si elles ont été menées régulièrement à bonne fin. Toute documentation commerciale est proscrite.

**Si le candidat ou chaque membre du groupement transmet plus de 5 références, seules les 5 premières seront examinées dans l'ordre de présentation.**

Si les candidats sont dans l'impossibilité de produire les documents au titre de la candidature (entreprise de création récente essentiellement), ils peuvent justifier de leurs capacités financières et de leurs références professionnelles par tout autre moyen. Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières du groupement est globale.

Les candidats ne disposant pas de capacités financières, techniques et professionnelles suffisantes seront éliminés.

Le candidat indiquera une adresse courriel valide pour toute la durée de la consultation. Cette adresse constituera le media privilégié pour l'ensemble des échanges le cas échéants. Un interlocuteur identifié prendra en charge la responsabilité de traitement de toute correspondance.

Les formulaires DC1 et DC2 sont disponibles chacun sur le site Internet « <http://www.economie.gouv.fr/daj/marches-publics> », « Commande publique », « Les formulaires ».

## 4.2 Dossier Offre

Ce dossier comprendra, en un exemplaire original, les pièces suivantes :

### Un projet de marché comprenant

1. L'acte d'engagement (AE) complété. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 9.1 du CCP, ils doivent le préciser à l'article 7 de l'acte d'engagement et annexe :
2. La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) par mission et par cotraitants, complétée et, cadre à accepter sans modifications (au format excel et pdf). Tous les frais y compris frais de déplacement sont à inclure dans le montant de l'offre. La DPGF n'est pas contractuelle sauf pour les prix unitaires servants à la rémunération des prestations supplémentaires.
3. Le cadre de réponse des temps passés prévisionnels (annexe 2 au présent RC, dûment complété, au format Excel et pdf).

Un mémoire technique portant sur l'organisation opérationnelle mise en place et indiquant notamment :

- Les moyens humains :
  - o la liste nominative des différents personnels affectés à l'exécution du marché, avec leurs curriculum vitae présentant notamment leurs expériences. Les CV comprendront en annexe la copie de l'attestation de compétence en cours de validité à l'exercice des missions CSPS niveau 1 - articles R4532-23 à R4532-29 du code du travail),
  - o les tâches qu'il est prévu de confier à chacun d'entre eux, et la répartition des compétences spécifiques au sein des différents intervenants , au regard des spécificités de l'opération.
- L'organisation et la méthodologie qu'ils comptent mettre en place à chacune des étapes de la mission, avec un focus particulier et détaillé pour la phase de suivi de chantier sur l'ensemble du périmètre du marché ;

La remise de ce mémoire est obligatoire. L'offre sera déclarée non conforme en cas d'absence de remise du mémoire.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que les informations contenues dans le mémoire constitueront le principal élément d'analyse de la valeur technique des offres dans les conditions fixées à l'article 6.2 du présent Règlement de la Consultation.

Les documents seront remis en version pdf et en version native (.xls notamment).

## 5 JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

---

### 5.1 Jugement des candidatures

Conformément aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la commande publique, les candidats qui se trouvent dans un cas d'interdiction de soumissionner, qui ne disposent pas de la capacité économique et financière, des capacités techniques et professionnelles ou qui ne peuvent produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le pouvoir adjudicateur sont éliminés.

*Nota : Toutes les pièces demandées pour apprécier la candidature doivent être présentées par le ou les candidats. En cas de document manquant à ce stade, il pourra être demandé aux candidats concernés de compléter le contenu de leur dossier de candidature.*

*Nota : l'acheteur se réserve la possibilité d'analyser la candidature du seul candidat attributaire pressenti à l'issue de l'analyse des offres.*

## 5.2 Jugement des offres

Le Pouvoir Adjudicateur prendra en compte les deux critères suivants :

- la valeur technique de l'offre pour **80%**, soit :
  - la qualité et la pertinence **des moyens humains** proposés, notamment l'expérience professionnelle des intervenants affectés à l'exécution du marché, ainsi que la répartition des tâches entre les différents intervenants (30 %),
  - la **méthodologie** et l'**organisation** opérationnelle proposées pour réaliser l'ensemble des missions, notamment avec la présence sur site, telle qu'elles résultent du contenu du mémoire technique (20 %),
  - la **pertinence et la cohérence des temps prévisionnels d'intervention** pour l'exécution de chaque mission du CSPS et pour chacune des phases du projet (30 %).
- le **prix des prestations pour 20%**, apprécié au regard du montant global et forfaitaire de l'offre.

Dans le cas où des erreurs arithmétiques ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre, le candidat sera invité à confirmer le montant de ce prix rectifié ; ce dernier sera alors pris en compte pour le jugement des offres.

Si le prestataire est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant.

## 5.3 Négociation

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition notamment financière.

Toutefois, compte tenu des offres reçues et de leur analyse détaillée par le pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité d'engager une phase de négociation conformément aux dispositions de l'article R.2123-5 du Code de la commande publique.

Conformément à la spécificité de la procédure adaptée, la négociation au titre du présent marché demeure facultative. Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer directement le marché, sans négociations, sur la base des offres initiales.

En cas de négociation, le pouvoir adjudicateur pourra engager librement toutes les discussions qui lui paraissent utiles avec tout ou partie des candidats. Le pouvoir adjudicateur souhaite réduire le nombre candidats avec lesquels il souhaite négocier à 5.

Dans le cas où le nombre d'offres présentées et recevables serait supérieur, les 5 candidats admis à négocier seront les 5 candidats dont les offres auront été classées les 5 meilleures à l'issue d'un classement intermédiaire sur la base des critères annoncés à l'article 6.2 du présent RC.

Cette négociation pourra, dans le cas le plus simple, se réduire à un échange par voie électronique, si nécessaire, donner lieu à une, voire plusieurs rencontres de chacun des candidats invités à négocier, ces rencontres donnant lieu à un relevé des conclusions garant de la traçabilité des échanges intervenus.

Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats, des particularités des offres restant en lice, pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement, le marché étant attribué au candidat dont l'offre sera classée première.

Le pouvoir adjudicateur se réserve aussi la possibilité d'attribuer le marché sans négociation.



## 6 CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES DOSSIERS

---

Les dossiers de candidatures et d'offres devront **OBLIGATOIREMENT** être adressés par **voie électronique** sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur (PLACE), à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2713873&orgAcronyme=d3f>

Elles devront, dans tous les cas, parvenir à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice avant la date et l'heure limites indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les dossiers dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus et seront détruits.

Nous vous invitons à prendre en compte les délais de téléchargement et les prérequis de la plateforme PLACE

### **Modalités selon lesquelles est sécurisée la procédure électronique de passation du marché formalisé du pouvoir adjudicateur :**

Conformément à l'article L2132-2 du nouveau code de la commande publique, lorsque les documents du marché sont transmis par voie électronique, ils doivent être présentés selon les modalités fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

### **SIGNATURE ELECTRONIQUE :**

Les documents qui peuvent être signés au moyen d'un certificat électronique sont :

- L'acte d'engagement

A l'issue de la procédure, et dans l'hypothèse où le candidat n'a pas signé son offre via une signature électronique lors de la remise de son offre, il sera demandé à l'attributaire de signer électroniquement son offre. Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas de signature électronique, il lui sera alors demandé une signature manuscrite.

Dans le cas où le candidat opte pour la signature électronique, chaque document doit être signé Électroniquement (et non seulement le dossier .zip).

Le candidat doit respecter les conditions relatives :

- Au certificat de signature du destinataire
- A l'outil de signature utilisé.

Il est rappelé que ces documents doivent être signés par une personne habilitée à engager l'entreprise. Le certificat doit donc être établi au nom de la personne physique signataire des documents et habilitée à engager l'entreprise.

Les catégories de certificats de signature électronique conformes au RGS sont disponibles sur les listes de confiance à l'adresse suivante :

<http://www.ssi.gouv.fr/fr/certification-qualification/qualification-d-un-prestataire-de-service-de-confiance/organismes-de-qualification-habiles.html>

Si le candidat utilise un certificat non référencé sur une liste de confiance, il doit fournir tous les éléments nécessaires à sa vérification.

Les certificats de signature PRIS V1 ne sont plus acceptés. Les formats de signatures acceptés sont XAdES, PAdES et CAAdES.

Il est rappelé aux candidats que la signature électronique du fichier .zip ne vaut pas signature des documents qu'il contient (chaque document doit être signé individuellement) et que la signature manuscrite scannée ne peut remplacer la signature électronique.

La liste exhaustive des formats autorisés pour la transmission électronique des plis est la suivante : .zip, .pdf, .doc, .docx, .xls, et .xlsx.

Le candidat est invité à ne pas utiliser de macro-instructions dans les documents transmis et à faire en sorte que sa candidature et/ou son offre ne soient pas trop volumineuses.

### **COPIE DE SAUVEGARDE :**

Le candidat qui effectue une transmission électronique de sa candidature et de son offre peut effectuer, à titre de copie de sauvegarde de ces documents, une transmission sur un support physique électronique ou sur un support papier. En cas de transmission sur support physique électronique, l'acte d'engagement doit être signé au moyen d'un certificat électronique conforme au RGS (voir ci-dessus).

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible :

« copie de sauvegarde ». L'enveloppe contenant l'offre du candidat devra ainsi porter la mention :

**« APIJ – CEF MAYOTTE – MISSION DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (CSPS)**

**COPIE DE SAUVEGARDE**

**NE PAS OUVRIR »**

Elle devra ensuite :

- soit être déposée - du lundi au vendredi, sauf jour férié - (9h30 à 12h, 14h00 à 17h00) contre récépissé à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.
- soit être adressées par voie postale sous pli recommandé avec A.R. à l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice – Service juridique et des marchés – 57-77 Immeuble OKABE, 67 Avenue de Fontainebleau – 94270 Le Kremlin-Bicêtre.

La copie de sauvegarde est ouverte :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de la malveillance du programme est conservée par le pouvoir adjudicateur.
- lorsqu'une candidature ou une offre a été transmise par voie électronique et n'est pas parvenue dans les délais ou bien n'a pas pu être ouverte, sous réserve que celle-ci soit parvenue dans les délais.

La copie de sauvegarde peut être remise électroniquement. Le cas échéant, en cas de transmission par voie électronique, la remise s'effectue selon les modalités suivantes :

La lettre recommandée électronique :

Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : liste-produits-et-services-qualifies.pdf ([ssi.gouv.fr](https://ssi.gouv.fr))

Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : eIDAS Dashboard ([europa.eu](https://europa.eu))

Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

### **Assurance et frais de transport**

Les candidats sont responsables de l'assurance des prestations demandées pendant leur envoi à l'organisateur de la consultation. Les envois sont acheminés sous la seule responsabilité des candidats. Les frais de transport des prestations des candidats sont pris en charge par eux –mêmes.

## **7 DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE CANDIDAT AUQUEL IL EST ENVISAGE D'ATTRIBUER LE MARCHÉ**

---

En application des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession, la production de documents suivants sera exigée du candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

- Le certificat attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants de l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée délivré par l'administration fiscale dont relève le demandeur.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions, datant de moins de 6 mois.
- la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

- Sa date d'embauche ;
- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le marché ne pourra être notifié que lorsque l'attributaire aura produit au représentant du pouvoir adjudicateur les documents administratifs mentionnés ci-avant. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur à l'attributaire pour remettre ces documents sera indiqué dans le courriel l'informant qu'il est pressenti pour réaliser les prestations du marché ; ce délai ne pourra être supérieur à 10 jours calendaires.

A défaut de réponse dans le délai imparti, ou en cas de fourniture de documents non valables, l'offre du candidat provisoirement retenu est écartée au profit du candidat arrivant à sa suite selon le classement établi dans le rapport d'analyse des offres. Ce dernier se verra attribuer le marché de façon provisoire sous réserve de produire ces mêmes documents dans les mêmes conditions de forme et de délai.

## **8 RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

---

Pour obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront déposer leur question au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres sur le lien suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2713873&orgAcronyme=d3f>

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## 9 Voies de recours

---

La présente procédure est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif :

- Le recours prévu à l'article L.551-1 du Code de justice administrative avant la signature du marché
- Le recours prévu à l'article L.551-13 du Code de justice administrative, au plus tard 31 jours après la publication de l'avis d'attribution du marché
- Un recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de la date de publication d'un avis d'attribution ou de la date de notification au candidat du rejet de son offre